



**Devant le Bureau
des Étrangers**



**Ce qu'on ne
veut plus voir**



**Apollinaire,
20 ans dans l'ombre**

L'Autre Canal

Journal des Quartiers du Canal - Gratuit



**L'autre Bruxelles
sent le thé à la menthe**



L'AUTRE CANAL

Feuille populaire
et indépendante
des quartiers du canal

Gratuit, sans publicité, sans subvention.

Ce journal ne reçoit aucun financement public, aucun soutien de parti politique, aucune aide d'élu·e.

Il est réalisé et financé exclusivement par son éditeur et par les personnes qui y collaborent bénévolement.

Son unique richesse :
la parole libre des habitants.

Éditeur responsable : Natale Salvo

Rue des Vétérinaires, 54
1070 Anderlecht

Contact : info@autrecanal.be

Dépôt légal :

D/2025/Natale Salvo, éditeur
Mensuel

N° 1, novembre 2025

Imprimé le 7 novembre 2025

par imprimerie : Prismabel

Bd Maurice Lemonnier, 54
1000 Bruxelles

Site web : www.autrecanal.be



Permettez-nous de nous présenter

L'Autre Canal est un petit journal de quartier né d'un grand silence.

À Bruxelles, pourtant capitale de l'Europe, la presse de proximité se fait rare. Peu de journaux, et encore moins de journaux papier gratuits, circulent dans les quartiers populaires.

Rédigé par des habitants, *L'Autre Canal* ne prétend pas faire du grand journalisme.

C'est un journal de quartier à petite diffusion.

Nous voulons raconter l'autre rive du canal : celle des habitants, des cultures, des

idées et des petites histoires qu'on n'entend pas ailleurs. Donner la parole à celles et ceux qui font vivre Anderlecht, Molenbeek, Cureghem, Forest — leurs projets, leurs difficultés, leurs espoirs.

Sans grands moyens mais avec sincérité, *L'Autre Canal* espère être ce petit fil d'eau entre les gens : un modeste courant d'information locale mais profondément humain.

Il naît de la conviction que même une petite voix peut encore relier, informer et faire réfléchir.

Envie de réagir ?

Scanne le code QR à côté et viens sur notre site !

Tu y retrouveras les mêmes articles que dans le journal papier — sauf qu'en ligne, **tu peux laisser ton commentaire en bas de chaque article**.

On ne veut pas d'un journal à sens unique, où nous on écrit et vous vous lisez en silence.

On veut un vrai dialogue avec nos lecteurs, connaître ce que tu penses des textes qu'on propose.

Et qui sait ? Les meilleurs commentaires seront publiés dans le prochain numéro du journal !

L'autre Bruxelles sent le thé à la menthe

Il y a deux Bruxelles.

Ça, on le sait tous, c'est vrai.

Celle des cartes postales — la Grand-Place, l'Atomium, les gaufres, les terrasses pleines de touristes — et l'autre, plus discrète, celle qui s'étend autour du canal, de Anderlecht et Cureghem à Molenbeek, de Forest à Saint-Gilles.

Dans cette Bruxelles-là, le symbole n'est pas une statue dorée ni un palais, mais un verre de thé à la menthe posé sur une table simple.

C'est le thé des travailleurs, des retraités, de ceux qui ont donné leur vie aux cuisines, aux chantiers, aux bus de nuit.

Des hommes — parfois des femmes — qui viennent ici pour sortir d'un appartement trop petit, voir des visages connus, respirer un peu.

Les salons de thé sont leurs refuges.

Des lieux paisibles, sans alcool ni apparence, où l'on se salue, où l'on parle du pays, du travail, des enfants, du froid.

Des lieux où l'on se sent à sa place, loin des centres sociaux officiels où beaucoup se sentent jugés ou perdus.

Sur un écran au mur, un imam récite une prière ou un match de foot remplit le silence.

Dans la vapeur du thé, on retrouve un peu de chaleur, un peu d'appartenance.

C'est là, dans ces cafés modestes, que bat une autre Bruxelles — celle des visages fatigués mais dignes, qui continuent à faire vivre la ville, tasse après tasse.



L'échevine : « Lutter contre l'isolement »

Tisser du lien à Forest

J'ai rencontré Fatima-Zohra El Omari, échevine de la jeunesse et des seniors à Forest, lors d'une pièce sur la migration au Centre culturel Brass, à côté du Wiels.

« Cette pièce, à mon initiative, m'a profondément touchée — confie-t-elle. Elle parle du vécu de nos parents et grands-parents, du racisme qui persiste, parfois même s'amplifie. »

L'événement a rassemblé plus de 260 spectateurs de tous horizons.

« Une vraie réussite — dit-elle, car il a créé un moment de partage et de dialogue sur des thèmes essentiels pour notre société. »

L'engagement de l'échevine dépasse la scène : « Nous menons un travail de fond pour sensibiliser aux discriminations ». »

Des ateliers sur le racisme, des visites au musée de la Migration et des échanges entre jeunes et aînés font partie du programme.

Mais tout n'est pas simple.

« Le manque d'espaces pour les jeunes est réel. Trop souvent, ils se retrouvent livrés à eux-mêmes. Et les moyens financiers manquent, surtout avec les décisions récentes du gouvernement Arizona. »

Pourtant, la Commune garde le cap : fêtes, carnavals, Kids Day, et surtout des projets comme « la seconde chance », destiné aux jeunes en réinsertion.

« Je crois que chacun mérite d'être soutenu pour ce qu'il veut devenir, pas jugé sur son passé », insiste-t-elle.

Avec le Collectif Désistance, des jeunes détenus cuisinent et font du sport avec les seniors : « Une rencontre humaine et sincère, porteuse de solidarité. »

Quant aux aînés, l'objectif reste le même : rompre l'isolement.

Activités culturelles, ateliers, sport, WhatsApp collectif pour rester en lien : « Notre priorité, c'est que chacun puisse vieillir chez soi, entouré et actif. »

Un débat à ouvrir: Les “3 i” de Cureghem

Insécurité, insalubrité, incivilités. Ce sont les “trois i” que le *Comité de Quartier Cureghem* dit vouloir combattre : vols, agressions, dépôts clandestins, désordre aux Abattoirs, trafic de drogue, sentiment d’abandon. Des mots forts, qui traduisent à la fois une réalité vécue et une lassitude collective.

Mais à ces problèmes complexes, aucune solution simple ne suffit. Pour *L'Autre Canal*, ce n'est pas la présence policière qui garantit une vie de quartier plus apaisée, mais la capacité à s'attaquer aux causes profondes des tensions. Oui, les fusillades entre bandes pour le contrôle du trafic existent — avec des blessés et parfois des victimes innocentes —, mais la réponse ne peut pas être la peur ni le repli derrière les portes closes.

Discuter, comprendre, agir ensemble : c'est ainsi que renaît la confiance. *L'Autre Canal* invite le Comité, les habitant·es, les associations et les autorités à en débattre ensemble — sans slogans ni jugements, pour chercher des réponses partagées.



Le quotidien de ceux qui cherchent un document...

Devant le Bureau des Étrangers

Dix degrés. Et nous ne sommes qu'en octobre.

Devant le *Bureau des Étrangers* de la Rue de France, à 8h15, une cinquantaine de personnes attendent déjà.

Toutes là pour régler des démarches administratives souvent interminables.

Deux gardiens de la paix passent dans la file, calmes et souriants, pour donner quelques explications à ceux qui sont perdus. Le premier de la file raconte qu'il est là depuis

cinq heures du matin. Les bureaux ouvrent à huit heures trente. En réalité, il y a trois files. Une pour ceux qui ont rendez-vous, une autre pour ceux qui n'en ont pas, et une dernière pour les demandes de nationalité.

Un papier collé sur la vitre annonce la règle: seules les 20 premières personnes de cette dernière file seront reçues aujourd’hui. Les autres devront revenir demain, à l'aube, pour retenter leur chance.

Envie de participer ?

Des idées de sujets, une lettre, une alerte sur un dysfonctionnement ou une proposition (avec photo) ?

Écris-nous : info@autrecanal.be

Tu peux aussi demander des exemplaires mensuels pour ton café, centre culturel ou social.

On construit le journal avec vous.

La réaction du service communal

Silence, on administre!

Il y a presque un mois, nous avons écrit au service des Étrangers d'Anderlecht et à l'échevin de la Démographie, M. Achille Vandick.

Cinq questions simples, polies, avec tous les "Madame, Monsieur" qu'il faut.

Un mois plus tard, toujours rien.

Oui, M. Vandick nous a appelés : quelques explications floues, rien de très clair. Nous avons demandé un courriel, pour éviter les malentendus. Il a promis.

Une semaine plus tard, nous avons relancé. Des excuses, une promesse de réponse "dans la journée"... depuis, plus rien.

Peut-être qu'à Anderlecht, les réponses voyagent par courrier postal, à dos d'escargot administratif ?

Nos questions portaient sur des choses banales : le Bancontact obligatoire, l'absence d'anglais, les rendez-vous espacés d'un mois. Rien d'extraordinaire, juste la vie des gens. Mais peut-être que poser des questions est déjà trop.

Dans certains bureaux, le silence reste la plus vieille tradition locale.



Ce qu'en disent les usagers sur Google Maps

Le miroir d'un service en panne

Sur *Google Maps*, la réputation du service des Étrangers d'Anderlecht n'est pas brillante: 123 avis et une note moyenne de 2,1 sur 5.

« Il faut arriver à cinq heures du matin pour déposer des documents qu'on pourrait envoyer en ligne », raconte Juliana, en anglais. « Plus de quatre heures d'attente », écrit Abdulrahman. « Pour chaque problème, il faut un rendez-vous séparé », se plaint Robert. « On ne peut rien résoudre en une seule visite », confirme Tetiana.

Lisa: « Ils n'essaient pas de trouver une solution, ils te laissent simplement repartir.

Deux fois sur trois, j'ai dû reprendre un nouveau rendez-vous pour enfin obtenir ce dont j'avais besoin. C'est une perte de temps ! ». Claryssa, venue de Roumanie, résume sa frustra-

tion: « Pour dix minutes de dossier, j'ai attendu un mois et une semaine. Inacceptable ! ».

Puis Sinan, originaire de Turquie, dénonce un autre problème: « Dans le département des étrangers, personne ne parle anglais, la langue la plus commune. Si un étranger parle français ou néerlandais... alors ce n'est plus un étranger, non ? C'est absurde. » Il ajoute, furieux: « Ils ne acceptent que les cartes Bancontact. Pas de Visa, ni Mastercard, ni Maestro. Mais on ne peut pas ouvrir de compte belge sans être d'abord enregistré ! C'est un vrai cercle vicieux. »

Une scène digne d'un roman de Kafka, si l'auteur avait connu les guichets belges.

Et il conclut, amer: « Je n'ai jamais vu un endroit au monde où les choses fonctionnent de manière aussi stupide. »

Sinan Uzunoğlu
Local Guide - 42 recensions - 62 foto
Dünyanın en aplatıcı yeri. Yabancılar gubesiñde ortak dil İngilizce korupsiyon yok. Gelen yabancılar Prancıza yada Flemençice bilse yabancı olmaz zaten saçılmak değil mi ?
Kısayıçın şefiyez sadece banconet kuantan
griyoy. Üzülür ariar Visa MasterCard, Maestro
griyoy. Ek kayt olmadan banka hesabı açılmıyor bu
lkide ? Böyle aplatıcı işlerin olsuğu bir yer dünyada
göremedim.



La voix d'une femme qu'on refuse d'écouter

« Je suis travailleuse du sexe depuis six ans. Quand j'avais dix-neuf ans, je me suis dit qu'il serait incroyable de pouvoir vivre du sexe. Quelques années plus tard, j'ai découvert un site pour proposer mes services, j'ai essayé le week-end, puis j'ai démissionné de mon emploi pour me lancer vraiment. Je savais que ce choix aurait des conséquences. Aujourd'hui encore, je ressens la colère d'entendre que mon travail est une insulte, comme dans "fils de pute". Ce métier reste stigmatisé, méprisé, mal compris. Pourtant, je ne vends pas mon corps : il m'appartient avant, pendant et après chaque rencontre. Je vends un service, comme tant d'autres métiers qui exigent le corps. J'ai travaillé dans une friterie : c'est là que j'ai le plus usé mon corps. Mais une femme qui fait le ménage sera félicitée pour son courage. Une femme qui choisit le travail du sexe et s'en dit heureuse, c'est insupportable pour la société. On accepte "le plus vieux métier du monde", mais pas qu'il puisse rendre fière celle qui l'exerce. Les gens se croient libres de nous juger, de nous photographier sans consentement, de nous réduire à des clichés. Pour eux, nous ne sommes pas des êtres humains, juste des corps. Mon seul droit, aujourd'hui, c'est de payer mes impôts et de me taire. Mais je refuse. Je continuerai à dire qu'on peut choisir ce métier et en être digne. C'est ça, l'hypocrisie : défendre la liberté de choix, sauf quand une femme choisit sa liberté autrement. »



Quinze portraits sensibles signés par les étudiants de l'IAD

Anderlecht à hauteur d'humain

Les étudiant·es en réalisation documentaire de l'Institut des Arts de Diffusion (IAD), à Louvain-la-Neuve, ont présenté cette année leur travail de fin d'études à Scheut, à l'Escale du Nord, centre culturel francoophone d'Anderlecht.

Sous la direction des cinéastes Roudil et Lévy-Morelle, les jeunes réalisateurs ont posé leurs caméras à Anderlecht pour observer la vie de tous les jours.

Quinze courts métrages, portraits «en action» d'habitants: travailleurs sociaux, libraire, boxeur, vétérinaire. Un regard collectif sur un territoire multiple et vivant. Un cinéma proche des gens, sans effets inutiles: simple, curieux, profondément humain.

Quatre films m'ont particulièrement touché. *Entre les Murs et le Ciel* de Clément Jolibois se distingue par sa force visuelle: aucun dialogue, seulement le son et le rythme du quotidien d'un sacristain.

Le film s'ouvre sur les chaises

vides d'une église à l'aube. Le balai du sacristain, ses pas qui résonnent dans le silence : la solitude devient poésie.

Immense de Célio Ghyselynck et *Première Ligne* d'Amel Aghlalalou donnent la parole à ceux qui, chaque jour, accompagnent les plus fragiles: payer une facture, manger, s'habiller, trouver un logement. Des vies souvent invisibles, étrangères ou simplement précaires, loin des vitrines du centre-ville. Enfin, un film d'Antoinette Collard aborde avec pudeur la question de la mort, montrant qu'elle peut être vécue simplement et acceptée comme une réalité inéluctable.

Trouver sa voie dans la création

Dans le cadre de l'atelier documentaire de l'IAD, la jeune réalisatrice Antoinette Collard a présenté son court-métrage *Nos Yeux Ouverts*.

Pour elle, le cinéma est devenu un moyen de réconciliation avec ce qui l'effrayait : la mort.

« J'ai alors voulu dédier mon documentaire à l'acceptation de la mort par la parole, dans une société occidentale qui en fait un tabou — dit-elle. Il y a deux ans, mon grand-père, après des années de combat contre le cancer, a opté pour l'euthanasie. »

Cette “douce attente” lui a permis de se préparer : « J'ai eu le privilège de parler de la mort en long et en large avec mon Grand-Papa et d'avoir été assez digne de confiance pour assister à son départ. »

De cette expérience est né un film, une démarche à la fois intime et universelle: regarder la mort pour mieux aimer la vie.

Antoinette explique enfin sa voie vers l'IAD : « J'ai passé douze ans dans la même école catholique, très rigide, où la créativité n'avait pas sa place. En sortant des secondaires, une *coach de vie* m'a aidée à trouver ma route. »



Leurs films racontent la vie et la lutte des invisibles

Les voix du canal qui résistent

« Anderlecht a été une commune fascinante à explorer.

J'ai été très marqué par les contrastes que renferme cette commune, d'une variété culturelle et socio-économique rare », confie Célio Ghyselinckx, auteur du court-métrage *Immense*, présenté à l'Escale du Nord de Scheut.

Étudiant à l'IAD, il raconte: « J'ai d'abord beaucoup appris sur le *sans-chez-soi-risme* à leur contact, puis je me suis plongé dans le bénévolat avec *DoucheFlux*. »

Peu à peu, il entre dans la réalité du *Syndicat des immenses*, un collectif de personnes sans abri qui prennent la parole pour elles-mêmes. Son regard devient engagement.

« J'espère avoir un peu ouvert le public à la lutte que mènent ces femmes du syndicat, autant pour les révolter que pour leur donner un peu d'espoir que la lutte continue. »

Nous avons également recueilli le témoignage d'Amel Aghlalou, jeune autrice du court-métrage

Première Ligne.

« Au moment où j'ai commencé mes repérages et que j'ai découvert le *Service social de Cureghem*, j'ai voulu d'abord faire un documentaire uniquement sur leurs conditions de travail », raconte-t-elle.

Puis elle dénonce : « Le CPAS n'est pas la solution pour tout le monde: c'est un service lent, et certains ne peuvent pas se permettre d'attendre plusieurs mois pour que leur dossier soit traité.

Avec le nouveau gouvernement, les réformes du CPAS excluent toujours plus de bénéficiaires, ce qui impacte directement les travailleuses du service social, mais aussi tant d'ASBL. »

Deux voix, deux regards, un même cri : celui du Canal qui résiste.

Six ans de rue, une vie à reprendre

Le Festival des Libertés 2025 a donné la parole à ceux qu'on n'entend jamais, sans filtre. Des témoignages vrais, directs, souvent bouleversants.

Parmi eux, celui d'un ancien sans-abri, visiblement ému :

« Si je parle aujourd'hui, c'est pour dire que derrière chaque sans-abri, il y a une histoire, une blessure, mais aussi une force. »

Il raconte son parcours :

« J'ai perdu ma carte d'identité. Ma carte d'enquête a été démagnétisée. Sans revenu, sans mutuelle, il devenait presque impossible de me soigner, de me nourrir, de me loger. »

Les conséquences ont été terribles : « Pendant six longues années, j'ai vécu dans la rue. Six années où chaque jour était un combat. Rien n'était sûr : ni un toit, ni un repas, ni un moment de répit. Imaginez : la sécurité de la cité nous mettait dehors en hiver, dès qu'il faisait plus de cinq degrés. Cinq degrés, c'est la température d'un frigo. »

Et pourtant, il a gardé l'espoir. Cet espoir a pris le visage d'une assistante sociale : « Un jour, Pauline a pris le temps de m'écouter. Je n'oublierai jamais ce qu'elle a fait pour moi. Grâce à elle, je ne vis plus dans la rue depuis trois mois. Je respire, je dors, je reprends confiance. »

Ce soir, sa voix a résonné longtemps dans la salle. Une voix simple, mais nécessaire, rappelant que la dignité, comme le droit à un abri, ne devraient jamais dépendre des papiers.



Du Festival des Libertés, un appel à sortir de nos bulles

Ce qu'on ne veut plus voir

Au Théâtre National, les lumières s'éteignent. Sur l'écran, des visages, des luttes, des mots qu'on n'entend presque jamais.

Le Festival des Libertés, organisé par Bruxelles Laïque asbl, nous oblige chaque année à regarder autrement — à sortir de notre bulle confortable pour écouter le monde tel qu'il est. Ici, la liberté n'est pas un slogan.

C'est une question brûlante : celle des personnes LGBT persécutées en Malaisie, des femmes polonaises privées du droit de choisir des sans-abri, des sans-papiers ou des sex-workers qu'on croise sans voir, ou encore de ces jeunes exclus du vote, près de 20 % de la population qu'on prive de voix.

Lors de la projection du documentaire sur l'avortement, plus de 90 % du public était féminin — comme si ce combat, encore aujourd'hui, restait l'affaire d'un seul genre.

Chaque film, chaque débat, est une gifle douce : il nous rappelle que penser librement, c'est d'abord regarder en face ce qu'on préfère ignorer. Et dans la salle, quand la projection se termine, un long silence s'installe. Ce n'est pas du vide : c'est le temps de la prise de conscience. Un festival comme celui-là n'apporte pas de réponses toutes faites.

Mais il ouvre des brèches, des dialogues, des colères saines. Il rappelle surtout que la liberté n'est pas un héritage — c'est une responsabilité partagée.

Sans-papiers : 16 ans d'attente

Après les régularisations de 1974, 2000 et 2009, seize ans se sont écoulés sans nouvelle campagne.

Celle de 2009, pourtant arrachée par une large mobilisation citoyenne, avait déjà déçu : des critères si stricts

qu'ils ont laissé de côté les plus précaires.

Aujourd'hui, près de 150 000 personnes sans papiers vivent, travaillent et élèvent leurs enfants en Belgique, souvent à Bruxelles, toujours sans droits ni reconnaissance.

La dignité avant les papiers

Au Festival des Libertés 2025, au Théâtre National de Bruxelles, Apollinaire, Camerounais vivant depuis vingt ans en Belgique sans titre de séjour, a livré un témoignage bouleversant sur la vie en situation irrégulière.

« Nous sommes dans une situation irrégulière, car je n'aime pas le mot sans-papiers. Aucun être humain n'est né sans papiers. C'est en Belgique que je me retrouve sans titre de séjour. »

Sa voix tremble, mais ses mots frappent fort : « Être en situation irrégulière en Belgique, c'est vivre sur un champ de bataille, une vie que je ne souhaiterais à personne. » Apollinaire dénonce des institutions devenues « une machine à trier des êtres humains » et rappelle que derrière chaque dossier, il y a des vies : étudiants, couples, familles, femmes et hommes qui ont simplement choisi de vivre ailleurs. « Nous ne sommes pas ce que les gens disent de nous. La visibilité des sans-papiers n'existe que lorsque l'un de nous fait une erreur. Ce n'est pas juste. »

Face à un public silencieux, il appelle à la justice : « Quand nous parlons d'injustices invisibles, nous demandons la régularisation. Ce mot fait peur, mais il signifie simplement dignité et égalité. »

Et il conclut, simplement : « Nous cherchons seulement un endroit où vivre en paix. » Son intervention a incarné l'esprit du Festival : faire entendre les voix que la société rend invisibles.



Son combat et son espoir d'une régularisation

Apollinaire, 20 ans dans l'ombre

Je retrouve Apollinaire, Camerounais installé à Bruxelles depuis vingt ans, dans un salon de thé de Cureghem. Autour d'un café au lait, il raconte calmement :

« Dans mon pays, je représentais mon parti. Ma femme tenait une pâtisserie ; j'y ai mis les couleurs du parti. Peu après, la boutique a brûlé. Je ne sais pas qui l'a fait. Puis les menaces sont arrivées : Tu es contre le gouvernement, tu verras ! Alors je suis parti, en pensant trouver ici la sécurité et la dignité. »

Le rêve s'est vite brisé : sa demande d'asile a été refusée. « Malheureusement, je suis tombé dans le feu », dit-il simplement. Depuis, Apollinaire vit sans papiers, sans droits. « On parle du travail au noir. Qui y gagne ? Ni l'État ni le travailleur ; seul le patron. Si nous étions régularisés, nous paierions des impôts, nous travaillerions légalement : ce serait gagnant-gagnant. » Seize ans ont passé sans

nouvelle campagne de régularisation. « À force de ne pas régulariser, on fabrique une société où des gens sont condamnés à survivre », souffle-t-il. Vingt ans à Bruxelles sans soins réguliers, sans compte bancaire, sans formation reconnue, sans sécurité. Et pourtant, il tient bon :

« C'est l'espoir qui fait vivre. J'ai toujours cru que demain pouvait être meilleur qu'aujourd'hui. Tant qu'on vit, on continue de se battre. »

Depuis 2020, il prend la parole dans des écoles, des universités, des manifestations, des associations. « Souvent, aucun politicien n'est présent. Pourtant, ce sont eux qui décident qui vivra mieux ou moins bien. » Alors son collectif a demandé à rencontrer le bourgmestre d'Anderlecht.

« Nous lui avons expliqué notre réalité. Et nous ferons de même avec toutes les autorités qui acceptent d'écouter. La solution est politique, les décisions doivent l'être aussi », conclut-il.

L'invincible été d'Albert Camus

Le 7 novembre dernier marquait l'anniversaire de la naissance d'Albert Camus, l'écrivain franco-algérien dont la voix résonne encore aujourd'hui.

Le club de lecture de la bibliothèque d'Uccle lui a rendu hommage lors de son Café littéraire d'octobre, animé – comme toujours – avec passion et élégance par Mme Marianne Koutchoumov.

Auteur des Justes, de La Peste, des Chroniques algériennes ou encore de L'Homme révolté, Camus incarne un humanisme lucide, à la fois antifasciste et antitotalitaire.

Son œuvre reste d'une brûlante actualité, à l'heure où souffle sur l'Europe un vent de droite et où certains gouvernements – en Belgique comme ailleurs – remettent en cause deux libertés essentielles: la liberté face à la pauvreté et la liberté face à la peur.

Pour lui rendre hommage, rappelons trois de ses phrases qui traversent le temps:

« Je me révolte, donc nous sommes. »

« Le mal du XXe siècle est né du refus de la mesure et de la prétention à l'absolu. »

« Au milieu de l'hiver, j'ai découvert en moi un invincible été, ... il dit ... que tout cela n'est rien, que tout cela passe. »

Camus nous rappelle ainsi que la dignité humaine naît de la lucidité, du courage et d'un certain sens de la mesure – vertus qu'il serait bon, aujourd'hui encore, de cultiver.



À Uccle, le Prof de Timary a analysé les addictions aux écrans

Écrans, refuge d'une société malade

La société moderne nous inonde d'écrans. Réseaux sociaux, jeux vidéo, téléphones: ils remplissent chaque minute de nos vies.

Au Centre culturel d'Uccle, le professeur Philippe de Timary, psychiatre à l'UC Louvain, a expliqué comment ces outils peuvent devenir des addictions, aussi fortes que l'alcool ou la drogue.

Il a parlé de dopamine, de cerveau, de plaisir immédiat.

Mais au-delà du regard médical, une autre lecture s'impose : le prof. de Timary n'a pas abordé le contexte social dans lequel ces dépendances naissent.

Et c'est là que commence notre réflexion: l'addiction ne vient pas du hasard, elle vient d'une société fatiguée, fondée sur la concurrence et la performance.

Des parents épuisés, souvent contraints de travailler trop pour vivre, confient l'enfant à l'écran pour avoir un peu de repos.

Le professeur l'a rappelé : pas d'écran avant trois ans, pas de smartphone avant douze.

Mais comment faire, quand le monde réel n'offre plus d'espaces pour jouer?

Les parkings ont remplacé les terrains de balle et même les lieux "sociaux" sont devenus des fast-foods où l'on mange seul devant son portable.

Alors l'écran devient nounou, ami, confident.

Et derrière lui, un système entier entretient la dépendance : jeux en ligne, réseaux, promesses de bonheur à portée de clic.

On peut voir une logique: une société occupée à jouer, ne questionne plus rien. Distraire reste une arme efficace.

Face à cela, interdire ne suffit pas. Il faut redonner du temps, des lieux, du lien.

Parce qu'un enfant n'a pas besoin d'un écran pour grandir, mais d'un monde réel où il puisse vivre, bouger, parler, rêver.

Le théâtre questionne la démocratie

Le 15 novembre, le Casi-UO rejouera à la Maison du Peuple de Saint-Gilles (Parvis 37) Les Clandestins de la Démocratie 2025, une réflexion militante sur le sens de la démocratie aujourd’hui.

Le théâtre reste l'une de ses armes les plus fortes : « Depuis toujours, le Casi utilise le théâtre-action pour dénoncer les injustices et lire la réalité avec des yeux collectifs », explique Emma, militante de longue date.

Né au début des années 1970 pour soutenir les familles italiennes arrivées à Bruxelles après la fermeture des mines, le Centre d’Action Sociale Italien – Université Ouvrière continue d’être un espace de solidarité et de conscience critique.

« Dès l’origine, le principe est de rendre les personnes autonomes et conscientes », souligne-t-elle. Aujourd’hui, le Casi propose école de devoirs, cours de français et rencontres interculturelles, accueillant plus de deux cents personnes chaque année.

Ses activités, soutenues par les décrets d’Éducation permanente et de Cohésion sociale, se déroulent entre Anderlecht et Saint-Gilles, où l’association dispose désormais d’un espace à la Cité des Associations.

« À Bruxelles, les moyens pour la culture et l’inclusion sont plus présents qu’en Italie », conclut Emma, « même si le climat politique actuel devient moins ouvert, plus dur, parfois discriminatoire. »



À la Biblio Harpman, un débat sur les théories du complot

La censure nourrit le soupçon

Ces derniers jours, à la bibliothèque francophone Harpman de Molenbeek, on a parlé de complots.

La conférence, organisée par Média Animation, a voulu comprendre pourquoi, aujourd’hui, tant de gens ne font plus confiance à personne.

Le “complotisme” ne vient pas de nulle part. Il naît de la méfiance.

Les institutions, les gouvernements, les médias, même l’école, mentent parfois, se trompent, cachent des choses.

Et quand le pouvoir ne dit pas toute la vérité, les citoyens cherchent ailleurs. Le doute devient soupçon, et le soupçon devient colère.

C’est une manière de se défendre, de donner du sens dans un monde qui semble mentir.

Mais le danger, c’est quand le soupçon devient une certitude.

Alors plus rien n’est vrai. Chaque voix différente devient un ennemi. La peur divise, la haine grandit, et la liberté s’éteint doucement.

La réponse n’est pas la censure. Fermer des sites, couper des chaînes, faire taire les opinions “fausses” ne fait pas disparaître le mensonge: cela le renforce.

Une vraie démocratie ne protège pas les citoyens de la pensée, elle les aide à penser. Il faut éducation, transparence, pluralisme. Il faut faire confiance à l’intelligence des gens.

La vérité n’appartient à personne. Elle se construit ensemble, en parlant, en écoutant, en se confrontant.

Traiter les citoyens comme des adultes, pas comme des enfants à guider.

C’est ainsi que le doute devient connaissance, et que la liberté reste vivante.



La photo du mois



Sur une affiche de solidarité avec la Palestine, collée sur un mur du Quai des Charbonnages, à Molenbeek, un garçon a ajouté au marqueur : « Papa est là . »